Constantinople

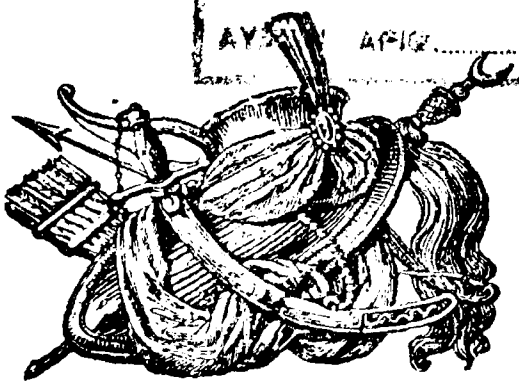
ET

LA QUESTION D'ORIENT

par

RENÉ PUAUX

ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΕΥΛΟΓΙΟΥ ΚΟΥΡΙΛΑ
ΛΑΥΡΙΩΤΟΥ
ΑΥΞ. ΑΡΙΘ.



A PARIS

CHEZ L'AUTEUR, 19 PLACE DE LA MADELEINE

VIII^e ARR.

—

1920

ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

BK1
P117

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

Constantinople

ET

LA QUESTION D'ORIENT

ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΕΥΛΟΓΙΟΥ ΚΟΥΡΙΛΑ
ΛΑΥΡΙΩΤΟΥ
ΑΥΞΩΝ ΑΡΙΘ. .....

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

Αριθ. εισ. 142.284

Constantinople

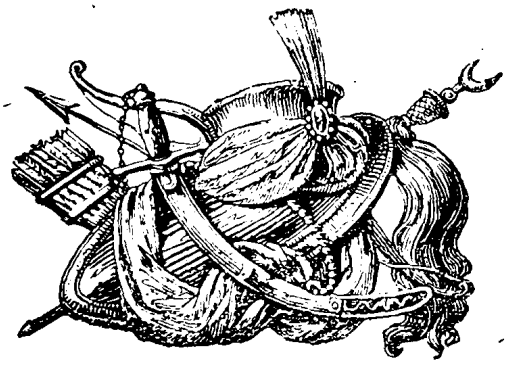
ET

LA QUESTION D'ORIENT

par

RENÉ PUAUX

ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΕΥΛΟΓΙΟΥ ΚΟΥΡΙΛΑ
ΛΑΥΡΙΩΤΟΥ
ΑΥΞΩΝ ΑΡΙΘ



A PARIS
CHEZ L'AUTEUR, 19 PLACE DE LA MADELEINE
VIIIe ARR.

1920

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΟ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ
ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
Μητροπολίτη
ΕΥΛΟΓΙΟΥ ΚΟΥΡΙΛΑ

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

Constantinople

et

La Question d'Orient

ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΕΥΛΟΓΙΟΥ ΚΟΥΡΙΛΑ
Α. ΥΡΙΩΤΟΥ
ΑΥΞΩΝ ΑΡΙΘ.

L'opinion publique française est actuellement la proie d'une extraordinaire campagne de presse en faveur de la Turquie. Si certains de ces avocats ont pour des intérêts financiers une oreille trop exclusive, nous sommes persuadés que la plupart des autres, entièrement de bonne foi, puisent cette tendresse scandaleuse dans une collection de raisons qui leur sont bénévolement fournies par les propagandistes turcophiles ou simplement turcs.

Ces raisons sont :

1° Faire reprendre au Sultan-khalife et aux Turcs le chemin de l'Asie-Mineure, internationaliser Constantinople, rendre Sainte-Sophie au culte chrétien, scraient autant d'insultes aux croyances musulmanes. Or la France et l'Angleterre, grandes puissances musulmanes de par leur domaine colonial, doivent ménager leurs protégés ou sujets musulmans si elles ne veulent pas courir le risque d'une désastreuse agitation allant jusqu'à la révolte.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

2° Exaspérer les Turcs par une trop grande rigueur c'est les jeter dans les bras des bolchevistes;

3° L'intérêt des Puissances de l'Entente est de maintenir le Gouvernement turc à Constantinople pour mieux pouvoir le surveiller;

4° Internationaliser Constantinople sans demander à la Russie son avis, c'est s'arroger un droit que les Puissances Occidentales ne possèdent pas moralement, la Russie ayant une première hypothèque inaliénable sur la ville vers laquelle toute sa politique a tendu depuis des siècles;

5° Internationaliser Constantinople sous un contrôle franco-anglais, c'est tirer les marrons du feu au bénéfice de l'Angleterre, ayant déjà là-bas une situation prédominante qui ne ferait que se développer;

6° L'intérêt de la France est de soutenir le Turc contre l'Anglais, le premier devant payer, de concessions fructueuses, sa reconnaissance.

Nous allons examiner ces arguments un à un et démontrer soit leur inanité, soit leur exagération.

A. — L'argument islamique

Pour que le premier argument fût valable il faudrait en premier lieu que le Sultan fût bien, pour le monde musulman, ce que le Pape est pour le monde catholique. Or tous les documents historiques, autant que le témoignage des faits, démontrent que cette sainteté religieuse, si elle appartient à quelqu'un dans l'Islam, appartient au chérif des lieux saints de La Mecque et non au Sultan de Turquie. La démonstration en a été fournie lorsqu'au cours de la guerre le Sultan s'est paré de ce titre de khalife pour proclamer la guerre sainte contre l'Angleterre, la France

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

et l'Italie. On sait le piteux échec de cette retentissante tentative. Or, à ce moment-là, toutes les cartes semblaient être entre les mains de l'Allemagne et de ses alliées et la France, comme l'Angleterre et l'Italie, eussent été en posture difficile pour faire face à une insurrection générale. Si, dans ces circonstances exceptionnellement favorables, la proclamation du Sultan n'a produit pour ainsi dire aucun effet on voit mal comment une réédition de cet appel suprême aux armes aboutirait demain à un meilleur résultat.

Pour soutenir cependant cette thèse ou s'est appuyé sur le témoignage du Secrétaire d'Etat britannique aux Indes et de son département ainsi que sur les présidents ou secrétaires des ligues anglo-musulmanes ou franco-musulmanes, y compris évidemment des fonctionnaires coloniaux français.

Supposer à des fonctionnaires une mentalité qui ne serait pas conforme à leur vieille devise : « Pas d'histoires! » fille d'une peur traditionnelle des innovations, des responsabilités, de tout ce qui n'est pas le maintien du *statu quo*, serait méconnaître la base réelle de leur attitude. Quant aux représentants des sociétés et ligues fondées précisément dans un but de rapprochement amical entre Européens et Musulmans, leur intervention n'est pas une preuve de compétence, mais une manifestation naturelle de sympathie.

Les longs mois qui se sont écoulés entre l'effondrement de la Turquie et l'examen de la question d'Orient ont fourni aux agitateurs politiques professionnels l'occasion de déployer leurs talents. C'est là tout le secret de cette prétendue protestation mondiale de l'Islamisme contre l'expulsion du Sultan de Constantinople. Ce sont les adversaires du gouvernement britannique aux Indes qui ont monté de toutes pièces cette campagne à leur usage exclusif sans se soucier le

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

moins du monde du sort réel du Sultan auquel aucun lien, ni religieux ni autre, ne les rattachait quinze ans auparavant. Il fallait un prétexte pour faire pression sur l'*India Office* dans des questions de politique intérieure aux Indes. On a trouvé celui-là. Il a pris et on a continué. Ce qui montre bien le caractère tendancieux de toute cette affaire c'est que l'opposition musulmane aux Indes a ameuté autour de l'étendard du Sultan les mécontents hindous qui ont immédiatement fait chorus pour hurler que le départ du Sultan de Constantinople serait la plus grande iniquité du siècle, alors que ces excellents bouddhistes ne savent même pas ce que c'est que le khalifat des croyants.

Si du Maroc sont venues des protestations analogues, ce que nous ne savons pas, il est bien certain qu'il ne peut s'agir que de l'œuvre d'imposteurs, car les Marocains n'ont jamais reconnu le khalifat turc, mais le général Lyautey doit avoir, lui aussi, des adversaires indigènes, trop heureux de créer des motifs d'embarras et de conflit, abstraction faite de toutes convictions.

Ces menaces seraient-elles même sérieuses, ce qui n'est pas, que la sagesse politique la plus élémentaire conseillerait, au point où en sont les choses, de ne pas reculer devant elles. Si l'on veut donner à l'Islamisme l'impression qu'il est un pouvoir politique capable de tenir en échec les grandes Puissances occidentales, il n'y a qu'à céder. Ceux qui estiment que cette mansuétude scandaleuse à l'égard du souverain ottoman sera interprétée par le monde musulman comme un acte de respect pour la foi musulmane et conciliera, de façon durable, à la France et à l'Angleterre, leurs protégés et sujets musulmans se trompent étrangement. Ils oublient dans quelles conditions et par quels hommes cette campagne purement politique a été montée. Il eût fallu, de même façon, absoudre tous les

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

Allemands et leur imposer les conditions de paix les plus douces pour s'assurer de leur éternelle tranquillité. Il n'y a pas eu de tendresse protestante anglaise pour la protestante Allemagne et de tendresse catholique française pour la catholique Autriche. Les questions confessionnelles n'ont joué aucun rôle dans le verdict de Versailles ou de Saint-Germain. La foi islamique est digne de tous les respects, mais il faut une méconnaissance absolue des faits pour représenter les Turcs comme des modèles de piété et de fidélité aux nobles principes coraniques vers lequel le monde islamique tourne les yeux. Les Turcs ont corrompu l'Islam. La chute de la Turquie est la seule chance sérieuse de régénération de l'Islam. Laisser Constantinople aux mains des Turcs, c'est perpétuer un régime vicieux où l'Islam a tout à perdre, car ce succès inattendu d'une propagande habile aura pour conséquence certaine que la Turquie, retrouvant aux yeux de l'Islam un considérable prestige, entretiendra tous les mauvais ferments dont elle a fait ses instruments dissolvants. Laisser le Sultan à Constantinople, sans pouvoir politique et sous la surveillance de hauts commissaires internationaux, mais avec un pouvoir religieux enclos dans les murs du vieux sérail avec Sainte-Sophie comme chapelle, « à la manière du Vatican », est un expédient qui trouve grande faveur, dit-on, auprès des diplomates subtils. Ce « camouflage », comme dit l'*Observer* du 11 janvier, est un peu enfantin, car on voit mal l'apaisement qu'une telle solution apporterait aux susceptibilités du monde musulman, si elles sont si ardentes qu'on les proclame.

Mehemet aurait beau jeu, en récitant la tirade de l'*Aiglon* : « Pas prisonnier, mais... », de réveiller tous les échos du panislamisme. On aurait beau faire

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

valoir que le maintien de l'église chrétienne de Sainte-Sophie en mosquée, considérée par les Turcs comme le symbole de leurs victoires sur « les chiens de Chrétiens » est une incomparable satisfaction, cela ne suffirait pas à calmer les clameurs des défenseurs du khalife. L'on arriverait à cet admirable résultat que les Chrétiens auraient lamentablement capitulé devant les anciens conquérants, aujourd'hui vaincus, sans modifier en quoi que ce soit l'arrogance de ceux qui continueraient à les considérer comme des « chiens de Chrétiens » du fait même de cette capitulation.

En 1915, M. Stephen Pichon écrivait : « On pouvait ne pas tenter la conquête de Constantinople, on pouvait surtout la tenter autrement, mais dès lors qu'on l'a entreprise, il faut qu'on l'accomplisse. *Autrement ce serait un recul incalculable pour les idées qu'incarnent les peuples libres et sains de corps et d'esprit.* »

Le Ministre des Affaires étrangères est un assez vieux connaisseur des affaires d'Orient pour n'avoir pas écrit, en 1915, cela à la légère et s'être, depuis, rendu aux raisons des turcophiles qui assiègent son cabinet. Le départ des Turcs de Constantinople fait partie du *Credo* fondamental de tous ceux qui ont étudié de bonne foi le problème général de la politique européenne. La question islamique existait avant 1918 et même avant 1915. On ne l'a pas découverte soudain au moment de régler le sort de Constantinople. Toutes ces clameurs soudaines sont factices et ce serait une impardonnable erreur que de s'en épouvanter.

Les Musulmans des colonies et protectorats tant français qu'anglais ne demandent, exception faite des agitateurs politiques qui font flèche de tout bois, que le respect de leurs croyances, la liberté de leur culte,

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

les facilités pour le pèlerinage traditionnel de La Mecque. En tant que citoyens ils aspirent à l'égalité des droits politiques mais leur loyalisme ne dépend pas de la résidence du Sultan de Turquie. Si, en tant que Musulmans, il peut leur être agréable, flatteur, important même, de voir un souverain leur correligionnaire occuper une place éminente dans le concert des Puissances, cela ne dépasse pas les bornes d'une satisfaction platonique. Les idées ont fait leur chemin dans le monde musulman comme ailleurs. En 1863 le parti catholique français, soutenu par l'Impératrice, exigeait que Napoléon III empêchât les Italiens d'entrer dans la Rome pontificale. En 1867 Rouher, premier ministre, déclarait au Corps législatif : « L'Italie ne s'emparera jamais de Rome, jamais! » Aujourd'hui le catholique français le plus fidèle au Saint-Siège tiendrait-il un pareil langage et ferait-il au Gouvernement une guerre sans merci sur la seule base du rétablissement du pouvoir temporel? Au contact de la culture européenne, après avoir apprécié les bienfaits de la civilisation et de l'administration occidentales, nos concitoyens ou sujets musulmans ont progressivement pris part à la vie nationale et n'ont nulle envie de déserter leurs foyers pacifiques et prospères pour se lancer dans l'aventure d'une guerre de religion qui n'apporterait aucune amélioration à leur sort, au contraire. Quant aux liens qui unissent les Musulmans de l'Inde aux Turcs, il ne faut pas oublier que l'Angleterre, après avoir fait tuer ses fils à Sébastopol pour défendre le Sultan de Turquie, n'en recueillit aucune reconnaissance de la part des Musulmans des Indes. L'insurrection de 1856 suivit la guerre de Crimée de 1855, montrant que le sort de la Turquie n'intéressait en rien les Hindous.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

B. — **L'argument bolcheviste**

La menace du bolchevisme, trouvant chez des Turcs exaspérés un accueil par trop favorable, n'est pas dépendante de la décision des Alliés au sujet de Constantinople. En février 1919, il n'était nullement question de chasser le Sultan de Stamboul et les politiciens musulmans faisaient au contraire grandement état d'une déclaration de M. Lloyd George du 5 janvier 1918 qui laissait espérer aux Turcs les plus larges concessions au cas où ils déserteraient immédiatement la cause des Empires centraux (ce qu'ils ne firent d'ailleurs pas, rendant vaines les avances du Premier Ministre anglais et nuls et non avenus ses engagements conditionnels). Or, en février 1919, me trouvant en Asie-Mineure, j'y constatais, par les renseignements les plus sûrs, les progrès de la propagande bolcheviste, inaugurée par les anciens chefs du Comité Union et Progrès. Les éléments de corruption et de désordre n'ont pas besoin de hautes raisons politiques pour poursuivre leur œuvre malfaisante. Ce mouvement bolcheviste en Turquie fut le prélude de l'organisation des bandes rouges de Moustapha Kemal pacha. Que la Turquie soit une terre d'élection pour le bolchevisme, non pas dans sa forme de tentative sociologique, mais sous son aspect le plus odieux : spoliations et jouissances des paresseux, rien n'est plus certain. Le Turc a toujours été un soldat conquérant et cruel, vivant sur le pays conquis et dépouillant ceux qu'il forçait à travailler pour lui. Que l'invite à se partager les dépouilles des Chrétiens massacrés ou expulsés, sous couleur d'égalité dans la répartition des biens, ait trouvé un rapide écho dans les masses ignorantes et facilement fanatiques, il n'y a à cela rien d'étonnant.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

La Conférence de Paris ne peut rien changer à cette mentalité et à cette situation. En limitant au contraire les zônes dans lesquelles les Turcs pourront donner libre cours à leurs penchants naturels, on limitera du même coup le péril de la contagion. Moins la Turquie sera grande, moins le bolchevisme trouvera d'aliment.

C. — L'argument de la surveillance du Sultan

La surveillance du Sultan, maintenu à Constantinople comme moyen de surveiller la Turquie et de l'empêcher de verser soit dans le bolchevisme soit dans une politique hostile aux Puissances de l'Entente, est un leurre. Nous avons actuellement une occupation militaire de Constantinople, des cuirassés et torpilleurs en rade, des hauts commissaires dans les palais diplomatiques de Péra et cela n'empêche pas Moustapha Kemal pacha et Réouf pacha, généraux séditieux, de battre la campagne en Anatolie, d'avoir organisé un gouvernement dissident à Sivas, et d'avoir fait les élections au Parlement de Constantinople dans un sens exclusivement jeune-turc, c'est-à-dire germanophile. Le Gouvernement de Constantinople traite ouvertement avec les envoyés de Moustapha Kemal qui viennent rendre visite aux ministres comme de tout-puissants ambassadeurs. Le Cabinet ottoman est sans action sur les bandes nationalistes d'Asie-Mineure. Pourquoi en aurait-il davantage demain? Les Turcs, dans leur séculaire orgueil, ne conçoivent pas de tutelle européenne. Toute l'histoire du dernier

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

siècle avec son chapelet de réformes toujours promises et jamais exécutées, montre quelle est la limite de toute action rénovatrice entreprise ou à entreprendre par les Puissances. Le Turc n'est satisfait que dans une indépendance absolue. Toute contrainte est pour lui un poids insupportable. Malgré notre mansuétude, malgré la faveur qui lui serait faite de demeurer à Constantinople, notre prétention de surveiller ses actes porterait immédiatement le Sultan à tenter par l'intrigue de se débarrasser de nous. Il le fera d'ailleurs partout où il se trouvera, en cherchant à jouer de l'un de ses tuteurs contre l'autre. En admettant même que nous ayons, sous notre égide, à Constantinople, un Sultan loyal, bien intentionné, écoutant nos conseils, en quoi cela avancera-t-il si, en Anatolie, un autre gouvernement dirige en réalité le pays dans un sens diamétralement opposé? Si, pour avoir une action quelconque sur les pays ennemis que nous avons vaincus nous n'avons d'autres moyens que de tenir leurs souverains et leurs gouvernements sous la surveillance immédiate d'une haute police internationale, on ne voit pas pourquoi ce régime ne serait pas étendu à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Hongrie et à la Bulgarie? Le Sultan siégeant à Konia ou à Brousse, donc normalement au milieu de son peuple au lieu d'un port de mer excentrique, entouré de jeunes républiques, avides de défendre leur liberté enfin conquise sur l'ancien joug ottoman, se trouverait beaucoup moins porté, par défaut de tentations, à de fâcheux essais de diplomatie hostile. Des armes économiques, plus puissantes que des baïonnettes à la porte de son palais, lui inspireraient, à Konia ou à Brousse, le plus salutaire respect de la paix internationale.

Ce que les défenseurs de cette thèse des bénéfices d'une surveillance du Sultan et de son Gouvernement

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

n'avouent pas, c'est qu'ils entendent tirer parti de cette tutelle en vue d'autres intérêts que ceux exclusifs de la paix. En ayant le Sultan et son Gouvernement ainsi pratiquement sous la main, ils espèrent largement ouvrir le robinet des fructueuses concessions. Cette éventualité est évidemment pleine de promesses mais elle est lourde de responsabilités, car ce serait méconnaître le sens diplomatique des Turcs que de s'imaginer que ces largesses seraient sans contre-partie. Si l'action des Puissances, en vue des réformes dans l'Empire ottoman, est demeurée stérile au cours du siècle dernier, c'est que la diplomatie européenne a ruiné son autorité en relâchant sa contrainte morale. Celui qui vient en solliciteur ne peut le lendemain parler en maître. Si Constantinople doit passer sous le contrôle international, il est indispensable qu'on y réduise au minimum les possibilités de querelles intestines entre les représentants de l'Entente. Or la présence du Sultan et du Gouvernement turc sera fatalement une occasion perpétuelle de surenchères turcophiles. Comment en vouloir à un diplomate auquel son Gouvernement enjoint de soutenir les demandes d'affaires de ses compatriotes et dont la réputation personnelle dépend en grande partie de ses succès dans cet ordre spécial d'idées, d'avoir recours à toutes les concessions morales pour obtenir des concessions matérielles. Sur cette voie-là on en arrive vite à une politique égoïste qui ne se soucie plus des grands intérêts de l'humanité. Eloignez le Sultan de Constantinople pour ne pas induire en tentations les Hauts Commissaires de l'Entente!

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

D. — **L'argument russe**

La sollicitude que l'on manifeste pour les « droits » de la Russie sur Constantinople est honorable, mais on ne voit pas en quoi elle doit empêcher le règlement du sort de Constantinople dans son stade préliminaire, à savoir le départ du Sultan et de son Gouvernement. Si le tsarisme n'avait pas sombré et si les représentants de l'Empire russe avaient pu s'asseoir autour de la table du Congrès, ce ne serait pas de leur bouche assurément que serait sorti le plaidoyer en faveur du maintien du Sultan. Le peuple russe a eu, pendant des siècles, les yeux constamment tournés vers Constantinople. S'il pouvait, dans son ensemble, donner son avis, il est évident qu'il se prononcerait pour cette solution radicale. En conséquence le départ du Sultan est fait pour plaire à l'immensité du peuple russe ami. Ce point étant acquis, il est non moins évident que ce même peuple russe, s'il lui reste, dans son désarroi, la liberté d'esprit nécessaire pour s'intéresser aux problèmes extérieurs, trouverait profondément déplaisant, pour ne pas dire plus, qu'une autre grande puissance occidentale prît, à Constantinople, la place que la Russie escomptait comme sienne, le jour du démembrement fatal de l'Empire ottoman. Mais une solution rigoureusement internationale, bornant son action au scrupuleux maintien de la liberté des détroits et à la surveillance de la ville libre de Constantinople laissée à l'administration de ses éléments ethniques, ne peut éveiller en Russie aucun sentiment d'injustice. La Russie a désiré Constantinople pour abattre le mur qui la séparait de la Méditerranée. Si une large porte est définitivement ouverte dans ce mur on ne voit pas contre quoi elle pourrait protester.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

La disparition du tsarisme a entraîné avec elle celle de l'impérialisme russe et il ne semble pas que la Russie puisse avoir, avant bien des années, une politique navale. D'ici là d'ailleurs, il faut espérer que le monde aura subi, pour son bien, une évolution morale et que les problèmes stratégiques ne seront plus l'exclusive préoccupation des peuples. Si la Russie s'était présentée en grande puissance au Congrès de la Paix la question de Constantinople eût été autrement redoutable. La diplomatie russe eût demandé l'exécution des traités secrets de 1915 qui lui donnaient Constantinople en toute propriété et toutes les considérations islamiques ou autres n'auraient pas pesé lourd dans la balance, si tant est qu'on eût même osé les formuler.

La disparition du tsarisme facilite les choses d'une façon inespérée en supprimant les traités qu'on avait signés avec lui. Quand la Russie sortira du chaos dans lequel elle est actuellement plongée, elle trouvera à Constantinople une situation qui ne lèse en rien ses intérêts économiques, les seuls qui importent à son développement futur. Sa place sera gardée parmi les tuteurs internationaux de la ville.

Si la solution de la question de Constantinople avait été celle de la Grande Russie de Nicolas II et de ses prédécesseurs, l'Europe eût échangé un cheval borgne pour un aveugle, car il est aisé d'imaginer la perturbation qu'il en serait résulté dans l'équilibre de l'Europe orientale. Les amis de la Russie devraient bénir les circonstances actuelles qui permettent de sortir du guêpier des traités secrets de 1915 et d'arriver à un règlement de la question de Constantinople, juste, pacifique et sans dangers pour l'avenir.

Les dirigeants bolcheviks, qui sont en étroits rapports avec les éléments jeunes-turcs, ont, sur la ques-

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

tion de Constantinople, un point de vue plus bolcheviste que russe, ce qui n'a rien de surprenant. Constantinople leur paraît l'entrepôt rêvé d'exportations bolchevistes dans l'Europe méridionale. Pour cela il faut que les Turcs, disciples maniables de leurs doctrines, y demeurent. Dans l'immense caravensérail de Stamboul, Galata et Péra, où se rencontrent tous les pays du monde, le ferment bolcheviste a toutes chances de se propager sous l'œil indifférent d'un Gouvernement ottoman ne demandant qu'à jouir paresseusement d'un crépuscule d'Etat. Une surveillance européenne, une administration issue des éléments chrétiens et européens de la cité changeraient du tout au tout les conditions de la propagande bolcheviste. Et c'est pourquoi Lénine et Trotsky, adversaires décidés des autocraties, sont, si paradoxal que cela puisse paraître, les défenseurs du dernier souverain absolu de cette partie du monde : Sa Majesté le Sultan de Turquie.

E. — **L'argument anglophobe**

Si l'on veut aller au fond des choses les deux derniers arguments qu'il nous reste à examiner sont en réalité les deux seuls qui comptent, tout au moins pour expliquer l'attitude de la presse française. Malgré l'entente franco-anglaise, malgré l'admirable lien créé par la guerre, il existe une jalousie aiguë de la diplomatie française à l'égard de la diplomatie britannique.

Les vieilles traditions sont lentes à s'effacer. Si nous ne voulons pas tenter une surveillance mixte à Constantinople c'est par peur d'y voir les Anglais nous

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

y supplanter peu à peu. Notre diplomatie sait par expérience que les Chambres ne mettront pas à sa disposition suffisamment de coqs d'or pour rivaliser avec les cavaliers de Saint-Georges. (Il faudrait savoir si l'on n'exagère pas un peu le caractère inépuisable de ce pactole dont le Foreign Office est censé disposer et si des incapacités n'ont point trouvé ce commode prétexte pour expliquer tout succès d'agents britanniques plus intelligents ou plus laborieux?) Craignant une mainmise des Anglais sur Constantinople nous n'avons rien trouvé de mieux que d'adopter la thèse du maintien des Turcs.

On dit, sous toutes réserves, que la diplomatie anglaise joua, non pas contre la France, mais contre les Etats-Unis, un jeu rigoureusement semblable. On sait que pendant fort longtemps il fut considéré comme acquis que les Etats-Unis se verraient attribuer le mandat de l'Arménie et de Constantinople. La tâche arménienne était lourde et ingrate. Nul ne la disputait à l'Amérique. La question de Constantinople était plus délicate. Son attribution à l'Amérique ouvrait au commerce américain d'infinies perspectives. C'était à la fois l'exploitation de la Méditerranée orientale, celle de la Russie du Sud et une inquiétante part dans la politique européenne. C'est alors que la diplomatie anglaise suscita ou donna une importance soudaine aux protestations confessionnelles de certains chefs musulmans de l'Inde. Mais à jouer ce jeu on devient immédiatement prisonnier des auxiliaires auxquels on a fait appel. La menace du mandat américain ayant disparu, le Gouvernement anglais n'avait plus besoin de l'épouvantail qu'il avait brandi devant les yeux des Congressistes, mais l'impulsion était donnée et les agitateurs politiques musulmans s'en étaient emparé, avec le dessein d'en tirer parti à l'extrême.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

Cela est peut-être un roman, mais la diplomatie, à quelque pays qu'elle appartienne, a depuis si longtemps coutume d'user de tels moyens et croit, en bonne conscience, remplir si magnifiquement son rôle en agissant de la sorte, qu'il n'y a rien d'invraisemblable en cette manœuvre.

Si, à tort ou à raison, la diplomatie française craint une mainmise anglaise sur Constantinople, ce qui serait évidemment aussi déplorable qu'une mainmise russe ou quelle qu'elle soit, on ne voit pas pourquoi la seule parade concevable pour l'empêcher soit la perpétuation d'une iniquité et le maintien du régime turc sur Constantinople.

Une solution réellement internationale, avec participation au gouvernement de tous les éléments ethniques intéressés supprimerait tout risque d'une hégémonie anglaise aussi bien que d'une hégémonie française. Mais c'est précisément cette dernière éventualité que l'on ne voudrait pas rendre également impossible.

F. — **L'argument du mandat français**

M. Brailsford, un Anglais balkanisant dont l'amour pour la Bulgarie et l'indulgence pour les extrémistes de tous genres a souvent égaré le jugement, mais dont les opinions n'ont jamais la banalité de tant d'articles faits sans documents ni études, a publié dans l'organe socialiste londonien, le *Daily Herald* du 14 janvier 1920, deux colonnes sur la question de Constantinople qui ne manquent pas d'intérêt.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

Il y attaque avec la même virulence le « navalisme » anglais et le « militarisme » français et déclare que si la politique anglaise vise à dominer les Détroits grâce à sa flotte, la France entend lui faire pièce en exerçant une domination du même ordre sur terre. Comme la France ne peut songer à entretenir une armée française sur les rives de la Mer de Marmara et du Bosphore, on ne songerait, à Paris, à rien moins qu'à galvaniser l'armée turque qui serait conservée sous le commandement d'officiers français. Grâce à ces « missions » militaires la France prendrait la place que Liman von Sanders avait consolidée au bénéfice de l'Allemagne. Si telles sont les aspirations françaises, il faut avouer qu'elles dépassent réellement nos possibilités. Nous avons déjà assez de difficultés en Syrie et suffisamment à faire un peu partout pour ne pas nous lancer dans de telles aventures. S'imaginer que les autres Puissances, également intéressées dans le Levant, nous laisseront réaliser un aussi vaste projet sans contestations est d'un optimisme un peu naïf. Il est bon d'avoir pour son pays les plus larges ambitions, mais une politique qui ne se laisse conduire que par cette unique considération, tourne fatalement à l'Impérialisme, cause première des désastres européens. S'il est légitime d'assurer à notre commerce en Orient les débouchés les plus étendus et la protection la plus efficace, il est suprêmement dangereux de concevoir « à l'allemande » la défense des intérêts nationaux. Une surenchère turcophile est un expédient qui fait bon marché de tous les principes de moralité internationale qui doivent être la base de la Société des Nations. C'est une conception d'avant guerre. C'est une source certaine de conflits nouveaux.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

CONCLUSION

L'évêque de Manchester, le 12 janvier 1920, a dit sur la question de Constantinople des paroles qui, dans leur simplicité, sont les véritables directrices. Pendant des siècles la diplomatie des Puissances, poussée par des mobiles uniquement égoïstes, a perpétué un régime scandaleux, celui du Turc. Or la morale des nations, comme celle des hommes, est de faire ce qui est juste, honnête et droit et d'en supporter les conséquences d'un cœur ferme. Lorsqu'il s'est agi de supprimer la traite des noirs ou le trafic de l'opium, les gens et le gouvernement intéressés ont soulevé des objections d'ordres économiques et autres qui semblaient décisifs. On a pourtant passé outre et le monde ne s'est pas effondré, au contraire. Ou bien notre Société moderne est décidée à marcher vers le progrès, quelques sacrifices qu'il en puisse coûter, ou bien il y a à admettre que rien n'est changé à la surface du globe et que des millions de braves gens sont morts en vain.

La question de Constantinople n'est une difficulté que parce qu'on l'entoure d'une barrière d'intérêts qui ne sont basés sur aucun droit. Si tous les impérialismes étaient abandonnés la solution de la question d'Orient serait aisée. Démantelez les fortifications des Détroits, éloignez-en toute artillerie et que les marines internationales en assurent la surveillance. Renvoyez le Sultan et son Gouvernement en Asie-Mineure, dans une Turquie strictement limitée aux territoires proprement turcs. Donnez à Constantinople le statut d'une ville libre dont les habitants auront l'administration au prorata de leur force ethnique.

On oublie trop généralement que dans le vilayet de Constantinople, sur une population évaluée à

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

1.170.000 habitants, il y avait 485.000 Musulmans, 370.000 Grecs, 125.000 Arméniens, 40.000 Israélites et 150.000 Etrangers (dont plus d'un tiers de Grecs, sujets hellènes). Sur les 485.000 Musulmans plus de 150.000 sont des fonctionnaires et leurs familles gravitant autour du Gouvernement, sans compter les soldats, élèves des écoles militaires et navales, etc... Cette population « flottante », suivant les termes mêmes de la statistique officielle turque, suivra le Gouvernement turc à Konia ou à Brousse. Des 285.000 Musulmans qui pourraient être tentés de rester, une grande partie n'est nullement turque et n'épouse nullement la cause du Sultan. Ceux-là s'accommoderont de tout régime qui respectera leur foi et leurs biens et ils administreront leur propre communauté avec les mêmes garanties que les autres communautés ethniques.

Certes, ce régime ne pourra représenter qu'un stade intermédiaire, mais n'a-t-on pas prévu, pour la solution de certaines difficultés tant adriatiques que schleswigoises et autres, soit un plébiscite, soit une liberté ultérieure de décision des habitants eux-mêmes? Ce privilège pourra être consenti à Constantinople quand quelques années auront passé et que la fièvre actuelle sera tombée. Si ce vote de la Cité se dessine en faveur de la Grèce devons-nous nous affliger d'une telle solution si elle se prouve conforme au principe des nationalités? On ne se rend pas assez compte de la force que représente l'Hellénisme dans la Méditerranée orientale. On en est demeuré à l'impression traditionnelle d'une petite Grèce, royaume minuscule sans importance internationale.

La Grèce, par la prodigieuse vitalité de ses fils, par leur intense patriotisme, a déjà franchi bien des étapes. Elle s'apprête à être un facteur considérable de la vie du Proche Orient. Au lieu de jouer la carte

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

turque et tenter la chance d'un profit immédiat, nous devons jouer la carte grecque. Cette politique, qui a l'avantage d'être saine, de ne heurter aucun principe fondamental de morale européenne a de plus, pour elle, d'être la seule politique d'avenir. Qu'on ne se laisse pas arrêter par les critiques faciles et les sarcasmes des officiers et soldats de l'armée française d'Orient qui, pour n'avoir pas trouvé les Grecs impeccables en toutes choses, font chorus avec M. Pierre Loti.

Il y a moins d'un siècle la Grèce moderne n'existait pas et les Grecs étaient esclaves des Turcs depuis quatre cents années. Quel est le peuple qui, en un aussi court laps de temps, peut arriver à égaler une nation qui, comme la nôtre, s'est librement développée depuis des siècles? Il faut savoir être juste et voir de la Grèce autre chose que les plaisants récits d'Edmond About.

Quelle que soit notre politique d'aujourd'hui, quelles que soient les clauses opportunistes du prochain traité, la Grèce, dans vingt ans, dans trente, dans cinquante années, la date importe peu, sera une nation de *première importance* dans la Méditerranée orientale et la Turquie sera réduite à bien peu de chose, car les Grecs travaillent et les Turcs ne font rien. Diminuée de la Syrie, de l'Arménie, de la Mésopotamie, de la Turquie d'Europe, etc., elle ne sera plus qu'un petit Etat de 4 à 5 millions d'habitants au lieu de ce grand Empire turc dont on continue à parler alors qu'il n'existe déjà plus. La natalité grecque, d'autre part, est en croissance prodigieuse, alors que la natalité turque est stationnaire. Ne vaut-il pas la peine, dès maintenant, de s'associer aux puissants de demain? Il a toujours été vain de venir au secours de la victoire!

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

A l'heure où l'Asiatisme est en effervescence, non pas pour des causes remédiables, comme le serait la question de Constantinople si elle était sérieuse, mais pour des raisons profondes à la fois sociales et prolétariennes qu'aucune concession diplomatique ne peut apaiser, n'est-il pas d'une sagesse élémentaire, pour la sécurité même de l'Europe, de renforcer par tous les moyens la force de cet hellénisme qui, aux siècles passés, a déjà sauvé le vieux monde de l'invasion orientale?

Les philhellènes ont souvent été traités de poètes et d'archéologues guidés par un sentiment étranger à toutes les réalités. Cette ironie est facile et les événements se sont déjà chargés d'en démontrer l'erreur. La générosité trompe moins souvent que la prétendue raison.

René Puaux.

17 janvier 1920.

Au moment où je corrige les épreuves de cette brochure les télégrammes d'Orient apportent des nouvelles que la presse, toujours soucieuse de ne rien imprimer de défavorable aux Turcs, a, dans sa presque unanimité, passé sous silence. Ainsi, sciemment ou par une inconscience lourde des plus terribles responsabilités, on cache au public dont on tient à ne point troubler la superficielle et naïve turcophilie, des renseignements qui seraient de nature à le faire réfléchir.

Le 25 janvier 1920, dans la grande salle de l'Université de Stamboul, en présence du prince héritier, des membres du Parlement et de personnalités officielles, Suleïman Nazif bey, homme de lettres des plus en vue, ancien vali de Brousse, prononça un discours vivement applaudi.

Il soutint notamment la thèse suivante : l'idée de la conquête de Constantinople ayant été inspirée au peuple musulman dès l'année 612 par le Prophète, c'est à partir de cette date que Constantinople doit être considérée comme conquise. L'orateur ajouta : « Le sultan Mahomet accorda généreusement aux Chrétiens des privilèges. La

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

plaie du Phanar (Patriarcat Grec), c'est à lui que nous la devons. Je ne puis, pour ma part, lui savoir aucun gré d'avoir accordé ces privilèges. » (Vifs applaudissements de l'auditoire.)

Le prince héritier prenant alors la parole dit : « Aucune œuvre ne peut être accomplie par une seule personne. Elle est complétée et perfectionnée par les descendants. »

Au milieu de l'enthousiasme que ces paroles provoquèrent, Suleïman Nazif bey, prenant la parole à nouveau, blâma ceux qui prétendent que la nation turque a été entraînée dans la guerre par une minorité. « C'est, dit-il, la présenter comme dépourvue d'intelligence alors que c'est, au contraire, en plein conscience de sa propre volonté et avec joie que le peuple turc a pris part à la guerre. »

Le meeting où ces *étonnantes* déclarations furent faites (car il est étonnant que le prince héritier ait osé ainsi publiquement affirmer que l'actuelle génération ottomane devait avoir pour but d'achever l'œuvre de conquête de Constantinople en supprimant les dernières garanties qu'y possédaient les Chrétiens) avait lieu en l'honneur de Pierre Loti. Il peut paraître singulier qu'en une telle occasion l'assemblée ait pu approuver un orateur garantissant la fidélité de tout le peuple turc à la cause des Empires centraux et démolissant la légende de la seule malfaisante responsabilité des Enver et des Talaat. Les manifestants oubliaient sans doute que Pierre Loti était Français de naissance. Ne l'a-t-il pas oublié lui-même en prenant, avant la signature de la paix, fait et cause pour une nation ennemie, au même titre que l'Allemagne?

Quelques jours auparavant, en Cilicie, les troupes de Mustapha Kemal pacha, leader nationaliste ottoman, dictateur du Parlement ottoman, avaient attaqué et massacré les faibles détachements français de Marache et Aïn-Tab, au nord d'Alexandrette. Grâce à des renforts nous pûmes rétablir notre situation qui demeure cependant précaire.

Tels sont les faits que cachent ceux qui prétendent que les Turcs n'aiment rien tant que les Français et que nous devons faire une politique turcophile tant par justice que par profit.

Puisse la France n'avoir pas à regretter amèrement un aussi fol aveuglement.

4 février 1920.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

L'AVENIR DE L'EMPIRE TURC

Comme complément aux observations précédentes nous croyons devoir reproduire le *leading* article du *Times* du 7 Janvier 1920. On y verra dans quel esprit le grand organe de la Cité étudie le problème Turc.

Dans quelques jours les représentants des Puissances alliées, réunis à nouveau à Paris, auront à prendre des décisions fondamentales sur l'avenir de l'Empire Turc.

Ils ont déjà attendu beaucoup trop longtemps car les termes de la paix avec la Turquie auraient dû être fixés il y a bien des mois. Cette incertitude prolongée a eu une influence extrêmement néfaste dans le Proche et le Moyen Orient et a fait naître des passions qui ne se seraient jamais enflammées si un règlement rapide était intervenu. Que, dans l'avenir, l'Empire turc soit beaucoup réduit, cela est reconnu par tout le monde et par les Turcs eux-mêmes. Il n'y a pas d'hommes d'Etat turcs, s'il en existe actuellement, qui puissent espérer que la domination du Sultan puisse être rétablie sur la Syrie, la Palestine, la Mésopotamie, l'Arménie ou ce qui a été autrefois l'Arménie turque.

Les peuples sujets dans toutes ces régions, exception faite des Arméniens, se sont libérés eux-mêmes du joug turc avec l'aide alliée et ils ne peuvent jamais être replacés sous le Gouvernement ottoman. Les plus modérés et les plus raisonnables des Musulmans perçoivent que l'administration turque a pour toujours cessé d'exister dans les vastes régions au Sud des plateaux d'Anatolie et du Kurdestan. Ce qui n'est pas réalisé de façon aussi générale, aussi bien dans le monde de l'Islam que dans l'Europe occidentale, est

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

que ce qu'on est convenu d'appeler l'Empire turc est de création plutôt moderne au point de vue historique. Les Turcs ottomans ne se sont pas avancés vers l'Ouest à travers l'Asie-Mineure comme on le suppose trop souvent. Ils sont apparus en Anatolie occidentale et se sont graduellement étendus vers l'Est en direction de l'Arménie. Ils sont venus en Europe et se sont établis dans la plus grande partie de la péninsule balkanique bien avant qu'ils aient vaincu le dernier des empereurs grecs en prenant Constantinople d'assaut. Les armes britanniques ont été conduites à la victoire dans le Golfe Persique avant que les Turcs aient conquis la Mésopotamie méridionale et pris Bassora. La tentative d'établir la domination turque au Yemen a réellement commencé seulement dans les trente dernières années du siècle dernier et fut toujours incomplète. Sur les rives occidentales du Golfe Persique l'apparition des Turcs a été encore plus récente et s'est bornée à quelques postes légèrement tenus. La plus grande partie de l'Empire turc d'Asie tel que nous l'avons connue ne remonte pas à une haute antiquité et a été si faiblement construite qu'elle s'est effondrée promptement sous le choc d'une grande guerre.

Il n'y a pas, croyons-nous, d'intention de la part des Alliés d'effectuer le démembrement complet de l'Empire turc tel qu'il existait en 1914, lorsque les Turcs décidèrent de leur sort en tirant l'épée sur l'ordre de leurs maîtres allemands. Il ne restait que quelques fragments de territoires turcs en Europe appartenant au Sultan lorsque la guerre commença. Toutes les provinces au sud d'une ligne tirée des portes de la Cilicie au voisinage du lac de Van étaient séparées de la Turquie avec le consentement passionné de la masse de ses habitants, lorsque l'armistice fut signé à Moudros. La Conférence qui va se tenir à

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

Paris a à décider de ce que l'on doit faire des derniers fragments de Turquie en Europe, de l'Anatolie, du Kurdestan du Nord et de l'Arménie.

En fait le côté européen du problème se résume à cette question : que doit-on faire de Constantinople? Le Gouvernement turc doit-il recevoir l'ordre de se retirer en Asie-Mineure ou bien la souveraineté turque doit-elle être maintenue sur la Corne d'Or? Nous pouvons tout d'abord rejeter comme certainement impraticable la suggestion que le Sultan puisse continuer d'exercer, de Stamboul, ses privilèges spirituels, tout en transférant son autorité temporelle en Asie-Mineure. Aucun moyen terme de ce genre ne peut soutenir l'épreuve d'un examen approfondi. Les Turcs, en tant que Gouvernement, doivent demeurer en Europe ou doivent s'en aller tout à fait. Beaucoup de personnes, dont les opinions sont dignes d'être respectées, considèrent que le Turc devrait rester en possession de Constantinople. Ces personnes se basent presque entièrement sur des considérations de sentiment ou d'intérêts immédiats. Les chefs de 60 millions de Musulmans aux Indes par exemple, dont nous ne pouvons pas mettre de côté légèrement les représentations, plaident de façon très urgente pour que le Sultan demeure dans sa capitale. Nous sommes prêts à reconnaître largement le lien spirituel qui est à la base des sentiments des Indiens musulmans, mais il faut remarquer que cet intérêt intense pour le Sultan que montrent aujourd'hui les Musulmans des Indes est d'apparition toute récente, qu'on le pouvait difficilement discerner il y a trente ans, et que dans ces derniers temps il a pris une nuance politique, ce qu'il faut grandement déplorer.

Les limites du pouvoir temporel du Sultan ne concernent pas étroitement l'Islam aux Indes, excepté

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

sur une base de sentiment. Ces attributs spirituels, quels qu'ils soient, ne résident pas dans le fait qu'il conserve ou ne conserve pas Constantinople. La décision ne les touche pas et nous pouvons ajouter que les garanties religieuses des Musulmans des Indes ne seront en rien touchées, quelle que soit la décision de la Conférence de Paris. Les gens qui n'appartiennent pas à la foi musulmane et qui demandent que la souveraineté turque continue sur Constantinople, sur la base que cela est plus expédient, adoptent un genre différent d'arguments. Ils déclarent que, résident à la Corne d'Or, le Gouvernement turc sera l'otage pour la paix future en Asie occidentale. Bannissez les Turcs d'Anatolie, disent-ils, et vous verrez se développer rapidement les liens avec le bolchevisme qui existent déjà parmi les chefs fugitifs du Comité Union et Progrès. Nous pouvons voir la création d'une grande confédération musulmane et bolcheviste se développant en Asie Centrale spécialement si les forces de Denikine ne retrouvent pas leur équilibre. La position des Français en Syrie et des Anglais en Mésopotamie peut être menacée. La Perse, si dangereusement exposée, peut être en danger. Les Afghans peuvent être attirés de façon plus proche dans l'orbite de cette nouvelle Confédération et le détachement des Musulmans indiens peut prendre un tour plus grave. Une paix avec la Turquie sur la base de son expulsion d'Europe, peut, dit-on, amener des conflits sans fin dans le moyen Orient.

Nous sommes prêts à reconnaître la force de ces arguments, mais la vraie réponse à faire est que, dans le passé, l'Europe a connu à ses dépens la conséquence fatale résultant de la tentative de résoudre le problème turc sur la base des seuls expédients.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

Pendant trois cents ans et plus, la présence des Turcs à Constantinople a été la véritable source de la plupart des guerres européennes. Si nous regardons encore plus loin, nous trouvons toujours les Turcs à la base du malaise européen. Ils furent l'une des principales causes de la récente guerre, car si l'Allemagne a frappé ses coups les plus grands dans l'Ouest, elle a trouvé son excitant principal dans la conception d'une Confédération germanique passant par Constantinople pour aboutir aux rives du Golfe Persique. L'Europe ne connaîtra jamais à nouveau une paix durable tant que les Turcs ne seront pas retournés sur les plateaux d'Anatolie d'où ils sont venus. Constantinople restera toujours une pomme de discorde tant qu'elle sera sous la bannière turque. A l'argument que leur bannissement en Asie poussera les Turcs dans les bras des bolchevistes, nous pouvons répondre que, pour autant que ces tendances existent, elles demeureront les mêmes que le Sultan soit à Constantinople ou à Konia. D'autre part, il est certain qu'aucune décision de maintenir la domination turque sur une parcelle quelconque de sol européen puisse avoir un caractère durable, Constantinople continuera à être un centre d'intrigues et un objet d'aspirations ambitieuses et de rivalités, comme elle l'a été pendant des siècles. Ce serait un semis de guerres et une provocation incessante aux rêves qui conduisent à la guerre. La seule solution sûre est de transférer le Gouvernement turc en Asie Mineure. La méthode par laquelle les Turcs doivent être remplacés est une question dont les Alliés doivent décider en Conférence. Il est clair que dans les conditions actuelles aucune puissance individuelle ne peut être mise en possession de ce lieu convoité où se rencontrent l'Europe et l'Asie. Que les Dardanelles et le Bosphore soient neutralisés et ouverts aux navires

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

de toutes les nations est une question de consentement général. La probabilité est que, si la souveraineté turque est éteinte, Constantinople et ses abords dans la péninsule balkanique y compris Gallipoli, passera sous le contrôle d'une commission internationale.

Toute décision prise actuellement comporte évidemment des risques et il est inévitable que l'Empire britannique, que cela concerne de la façon la plus proche, aurait à prendre la plus large part de ces risques.

Nous préférons faire face à des risques qui sont immédiats plutôt que de laisser le problème turc dans une condition qui comporterait des risques perpétuels dans l'avenir. Le devoir de nos hommes d'Etat et de tous les Alliés est d'examiner la question, non pas à la lumière des possibilités de l'année prochaine ou de deux ans à venir, mais du plus large point de vue qui tend à l'élimination de facteurs qui ont si souvent plongé l'Europe dans des conflits.

Cette question est peut-être la plus importante que la guerre a laissée et elle demande une grande et courageuse décision. Que les relations entre les Bolchevistes et les Jeunes Turcs puissent se développer en une sérieuse menace est fort possible, mais il faut faire face à cette possibilité et s'y préparer. Il serait facile de l'exagérer car, si les rapports sont exacts, les préoccupations de Lénine et de ses associés s'attachent beaucoup plus à l'Europe qu'à l'Asie. En tous les cas, le bolchevisme, tel qu'il se manifeste actuellement en Russie, est dans une phase transitoire et porte en lui les germes de sa propre décadence malgré ses récents succès. La question de l'avenir des Turcs ne peut pas être décidée en ne considérant que les menaces bolcheviques ou les conspirations jeunes-turques. Sur des bases morales et historiques la nécessité de ter-

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ

miner la domination turque en Europe est indiscutable. Les Alliés doivent se laisser guider par des principes fondamentaux et non par les appréhensions du moment. Une faiblesse ou un compromis actuellement pourraient coûter plus tard un prix terrible. La multitude des considérations subsidiaires ne doit pas affecter la large décision qui doit être prise actuellement. La poignante question de l'Arménie demeurera urgente dans tous les cas mais il y a des raisons de croire qu'elle peut être résolue sur des lignes saines et sûres.

Ce n'est pas par manque de sympathie pour l'Islam, mais c'est guidés en premier lieu par les nécessités politiques de l'Europe que les Alliés, croyons-nous, se trouveront forcés de demander au Gouvernement turc de rentrer en Asie; cette décision ne les empêchera pas de donner aux autorités turques toute la considération désirable et de les aider à regagner la stabilité dans les territoires encore sous leur contrôle. Les Turcs ont connu complètement le prix de la défaite et ils estimaient correctement le châtiment lorsqu'en 1915 ils se préparaient à abandonner Constantinople en croyant que la flotte britannique était sur le point d'entrer dans la mer de Marmara.

ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΕΥΛΟΓΙΟΥ ΚΟΥΡΙΛΑ
ΑΥΞΩΝ ΑΡΙΘ.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΟ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ
ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
Μητροπολίτη
ΕΥΛΟΓΙΟΣ ΚΟΥΡΙΛΑ

KELLER, IMP.,
88, r. Rochechouart
P A R I S

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΙΩΑΝΝΙΝΩΝ